

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

N° 521 Mardi 3 AVRIL 2007



Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

SAINT JEAN DE LA CROIX

« Ayez soin de conserver votre cœur dans la paix ; qu'aucun événement de ce monde ne le trouble : songez que tout finit ici-bas ».

Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

LES ETABLISSEMENTS PUBLICS FONCIERS (EPR)

Un des principes de la « République fromagère » s'écrit comme suit : « Quand les « Hifis » ont imaginé un nouveau type d'organisme ruineux pour la société, ce type d'organisme ne cesse de s'agrandir et de se multiplier ».

C'est le cas des Etablissements Publics Fonciers (EPF).

Ils sont conçus soi-disant pour corriger la véritable calamité de la crise du logement dont les hauts fonctionnaires et prétendus élus sont totalement responsables. S'appuyant sur l'idée que la pénurie de logements repose en partie sur la pénurie de terrains, les Etablissements Publics Fonciers ont pour objectif de faire des réserves de terrain. La presse célèbre le fait qu'enfin l'Etablissement Public Foncier de l'île de France vient de réaliser ses premières opérations. Dans la foulée, les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise et les Yvelines ont décidé de créer leur propre EPF. Ces EPF sont financés en partie par l'impôt et naturellement font un large usage du droit de préemption avec toutes les combines que l'on peut imaginer. Le complément de financement doit venir d'endettement public.

L'on attend avec intérêt et sans joie la prochaine création d'une association des EPF avec bien entendu une foule de parlottes et de fêtes à l'appui et un nouveau et prestigieux poste de président.

Pendant ce temps, la valse des futurs maroquins continue sans pitié pour les contribuables, car la richesse des politiques repose d'une façon évidente sur les innombrables postes ministériels. Sarko promet un ministère resserré ; mais il ne parle pas des secrétaires d'Etat et des sous-sous-sous. Les promesses sont déjà en route et il s'engage pour une ministère « de l'immigration et de l'identité nationale » ; or nous n'en avons pas besoin : ce qu'il faut seulement, c'est d'appliquer les lois en vigueur. En outre, c'est le même Sarko qui a fait entrer un nombre inhabituel d'étrangers en France.

Quant à Bayrou, il s'est surpassé dans l'idiotie en prévoyant un grand ministère des problèmes et des attentes des Français !

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

CHRONIQUE DE LA CHARIA

Cette chronique a pour objet de signaler tous les progrès de la Charia dans le monde entier. En effet, de plus en plus d'Etats ou même de firmes se soumettent à la charia volontairement ou par faiblesse. Il faut le dire afin de limiter l'incendie.

Merci aux lecteurs qui compléteront nos informations.

Une banque, la BNP, pourtant jugée honorable, vient d'ouvrir un fond de placement dans des entreprises se soumettant à la charia. Les cent entreprises sélectionnées devront proscrire les secteurs d'activité liés au tabac, à l'alcool, aux loisirs, à la porno, aux jeux de hasard, aux armes, à la viande de porc, aux services financiers traditionnels et dans les sociétés dont le taux d'endettement est supérieur à 33%.

L'Islam est le nouveau marxisme : Lénine disait que les capitalistes se disputeraient la vente de la corde pour les pendre : nous y voilà.

BOEING ET AIRBUS

Il y a une grande différence entre les deux avionneurs. L'avionneur Américain est une compagnie privée et, si sa rentabilité nette a baissé en 2006, c'est à cause de l'augmentation du montant des impôts sur les bénéfices. Le retour sur les capitaux investis est de 22,3 %. En plus les comptes de l'Américain enregistrent le coût des engagements de retraite des salariés dans leur totalité.

En revanche les comptes de l'EADS, maison mère d'Airbus, ne tiennent pas compte des vraies dettes à long terme, celles-ci n'incluant pas 5 milliards d'euros d'avances remboursables de divers Etats c'est-à-dire des dettes à long terme sans intérêt. En plus les engagements de retraite ne sont provisionnés que pour la partie allemande. Si l'on ajoute la comptabilisation du retard du lancement de l'A380, la firme franco-allemande est probablement dans une situation financière tout à fait catastrophique.

COURRIER DES LECTEURS

TESTING

Nous avons écrit :

« Le bureau international du travail ou B.I.T. s'est livré récemment à une enquête reposant exactement sur le mensonge. Il a mené ce que l'on appelle une opération de « testing » sur les villes de Paris, Lyon, Marseille, Nantes et Strasbourg. Pour cela il a répondu à 2440 offres d'emplois en envoyant des CV identiques en tous points sauf pour l'origine du nom et du prénom. La conséquence est que les employeurs ont préféré, quatre fois sur cinq, des Français de souche, ceci lors de la procédure de recrutement qui a suivi. »

Une réponse :

« Cher Monsieur,

Vous pourriez noter que le BIT a mis en évidence une discrimination contre les Français de souche.

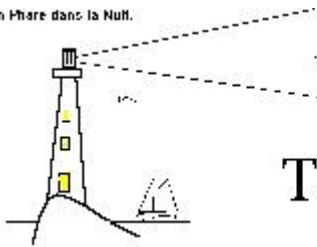
En effet les autres sont préférés une fois sur cinq alors que leur proportion est moindre dans la population.

Bien à vous »

Raoul

NDRL : C'est parfaitement exact.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 2 AVRIL 2007

L'ETRANGE MADAME PARISOT

Madame Parisot, présidente du Medef, est-elle socialiste ou simplement ignorante ? C'est une vraie question. Personne ne peut, certes, lui reprocher d'intervenir largement dans les médias dans cette période électorale, mais ses interventions sont marquées par un dirigisme étrange et une forte proximité avec les idées socialistes

Les journaux remarquent qu'elle s'oppose à la politique de la demande suggérée par beaucoup, voulant développer une politique de l'offre et saluent cette orientation comme une différence. Pourtant, ce n'est pas une vraie différence, le mal se trouvant dans une politique économique étatique quelle qu'elle soit.

Une autre idée lui est chère : avouant sa foi dans les statistiques, elle donne des objectifs à ce sujet comme si les Français, et en particulier les pauvres, se nourrissaient de

statistiques. Elle déclare par exemple : « à partir de 3 % de croissance, on commence à résoudre structurellement nos problèmes de finances publiques et de chômage, à 4 % on revient en excédent budgétaire et au plein-emploi ». C'est comme si une victoire statistique pouvait arrêter la paupérisation que suscite inévitablement la dictature de l'Etat sur l'économie.

Ayant, ainsi, indiqué l'objectif, elle le modère tout aussitôt : « il faut trouver une approche destinée à remettre l'Hexagone dans le rythme mondial de la croissance et tendre vers l'objectif de 4 % en 2012 ». Remarquons les termes : « trouver une approche » ou « tendre vers l'objectif »

En fait, le message inscrit en filigrane est de ne rien changer et en 2012, à ce rythme, la France sera morte. Comme nous l'avons souvent dit, ce n'est pas en manipulant les compteurs des usines à gaz étatiques que l'on créera du gaz.

Côté mesures pour atteindre ses objectifs en forme de mirages, elle veut mettre en place cinq leviers inspirés du petit manuel du parfait dirigiste.

Il faut stimuler l'investissement pour l'accroître de 30 milliards en cinq ans et, ensuite, stimuler l'innovation en portant de 20 à 30 milliards les fonds consacrés à la recherche. Tertio, il s'impose de stimuler la croissance des PME (moins de 250 salariés) pour en porter le nombre de 80 000 à 90 000. La stimulation du travail se traduirait par plus de 10 % du nombre d'heures travaillées par habitant pour passer de 611 actuellement à 670 ce qui situerait encore la France en dessous de la moyenne européenne qui se situe à 690. Enfin, la rengaine de l'aide à l'export est invoquée en vue de remonter notre part des exportations dans leur zone euro à son niveau de 2000.

Le terme de stimuler répété à satiété appartient au dictionnaire des interventionnistes de toutes catégories.

Il s'ajoute quelque mesures ciblées dont certaines sont de vraies gamineries comme par exemple : « Ratifier l'accord de Londres qui serait une urgence absolue pour doper les dépôts de brevets ou encore développer une gouvernance mondiale de l'environnement. »

Il découle de ce galimatias que l'inondation criminelle de lois, d'impôts et de dépenses étatiques se poursuivrait sans limite. L'essentiel est absent à savoir rendre la liberté au peuple français.

La « Libération » implique de ne pas simplement prétendre « diminuer » les dépenses et impôts, mais bien de « détruire » au plus vite des paquets de dépenses par suppression complète d'administrations en commençant par les plus idiots et, dans la foulée, de « détruire » complètement certains grands impôts et charges, non sans rembourser aussi des emprunts.

Quelle est la raison de ce comportement négatif alors que les micros sont largement ouverts à la présidente du Medef pour dire enfin la vérité que les Français attendent ?

Il n'est pas interdit de penser que la firme que dirige brillamment Madame Parisot n'est qu'une fausse P.M.E. fortement liée aux entreprises publiques ou parapubliques ou à

des clients qui ne sont qu'apparemment privés. Ensuite, le Medef est pollué par beaucoup d'énarques et l'on ne voit pas comment ces énarques pourraient travailler sincèrement à la véritable « Libération » nécessaire. Enfin, pour terminer, le patronat lui-même reçoit beaucoup de subventions directes ou indirectes des pouvoirs publics, la rivière argentée des fonds publics lui étant largement ouverte ce qui explique toutes les solidarités.

Couronnant le tout, nous avons déjà signalé la visite de Madame Parisot à l'Elysée le 26 août 2005. A la sortie, elle donnait l'impression d'être venue chercher sa feuille de route. Il en résulte qu'il lui est impossible psychologiquement de dire la vérité, laquelle serait contradictoire avec le candidat « officiel ».

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@easyconnect.fr

REVUE DE PRESSE

LE VATICAN ET LES FRANCS-MACONS

Un responsable du Vatican vient de rappeler à Rome que l'appartenance à la franc-maçonnerie et à l'Eglise catholique est incompatible. Il s'appuie, en particulier, sur le naturalisme rationaliste qui inspire les projets de la franc-maçonnerie et ses activités contre l'Eglise. Il souligne que ceux qui lui appartiennent prennent le risque de devenir un instrument de stratégies qu'ils ignorent. Ceux qui contreviennent sont en état de péché grave et ne peuvent pas avoir accès à l'Eucharistie. Cette dernière remarque nous semble, sauf erreur, nouvelle dans le langage ecclésiastique, tout au moins avec cette force dans l'énoncé.

QUEL TEMPS FAIT-IL A CASABLANCA ?

Tout le monde a maintenant l'habitude des téléphones avec les centres d'appels pour obtenir des informations ou conseils ; on finit par s'habituer à la technique : appuyez sur le un, sinon sur le deux, ensuite le trois, etc. Dernièrement, après avoir obtenu les renseignements voulus, j'ai remercié et demandé à l'aimable personne qui me répondait avec un accent parisien tout à fait correct : « quel temps fait-il à Casablanca ? Sans réfléchir, elle m'a répondu qu'il faisait un temps de saison et que tout allait bien. Je ne sais pas si elle a été licenciée pour s'être ainsi trahie malgré la formation coûteuse qu'elle avait reçue.

En tout cas cette introduction est pour dire que, selon la presse, Casablanca a fait un effort tout à fait considérable pour bâtir le plus grand site de délocalisations francophones du monde. Cela s'appellera CASASHORE. Il comportera un parc de 53 ha avec 250 000 m² de bureaux et des services complets dans tous les domaines. L'on prévoit, d'ici à 2013, 91 000 emplois.

Tant mieux pour les Marocains et tant pis pour les Français qui tolèrent les dépenses étatiques conduisant à ces délocalisations

CITATION

CICERON ET LE COMMERCE DES VOIX

Le commerce des voix, que nous dénonçons souvent, est pratiqué de tout temps dans les élections quelles qu'elles soient. Dans le manuel de campagne électorale d'un certain Cicéron, qui, issu non de l'aristocratie mais de l'ordre équestre, voulait accéder à la charge suprême de Consul, on lit les conseils suivants : « il faut flatter ses amis pour obtenir leur suffrage ». Décidément cet excellent orateur que fut Cicéron avaient des prémonitions jusqu'à la scandaleuse et fausse démocratie française.

LES BREVES

LE DESORDRE GOUVERNEMENTAL

Ce désordre, comme on le sait, est total. Depuis un an environ, il n'y a pas de ministre de l'intérieur. Voici un détail qui le montre une fois de plus.

Si vous faites aujourd'hui une visite au site du ministère de l'intérieur et que vous consultez le guide du candidat aux législatives, vous tombez bravement sur les indications concernant les élections de 2002.

Qui dit mieux en fait de désordre ?

Nous ne savons pas si avec le nouveau ministre ce désordre va être corrigé. Il est vrai qu'il est obligé de courir deci-delà dans les rues à la poursuite d'une autre mise en ordre qu'il n'arrivera certainement pas à réaliser.

VERS L'ABOLITION DE L'HISTOIRE NATIONALE

Nos lycéens savent à peine lire et connaissent fort mal l'histoire nationale. Une nouvelle offensive contre l'enseignement de l'histoire nationale vient d'être lancée par un dossier sur « un manuel d'histoire franco-allemande ». C'est un véritable ouvrage de

propagande. Le communiqué du ministre précise que le livre « a la double ambition de présenter aux lycéens français et allemands leur histoire commune ainsi que la nécessité d'une construction conjointe de l'avenir et d'une mémoire européenne. » L'objectif est aussi « d'effacer les histoires nationales au profit d'une histoire commune »

Nous voici informés.

LA DESTRUCTION DE L'INTELLIGENCE

L'un des méfaits du socialisme est d'aller jusqu'à la destruction de l'intelligence. Chacun, attendant tout de l'État et quel que soit son niveau, est amené à ne plus agir d'une façon intelligente.

C'est la remarque que l'on peut faire après les incidents qui se sont produits à la sortie d'une école où la police est venue interpellé un grand-père venant chercher ses enfants. Le moins que l'on puisse dire est que le Préfet du lieu n'était vraiment pas très malin.

Il est clair que le personnage interpellé, selon les informations, devait l'être mais l'erreur était évidemment de venir l'arrêter dans ces conditions. L'intelligence est si peu répandue, même au niveau des Préfets, que le ministre de l'intérieur vient de fabriquer une circulaire, une de plus, pour demander que l'on n'interpelle plus les gens devant les enfants à la sortie des écoles !

Or, pourtant, ces Préfets sortent en général de l'Ena et donc sont supposés intelligents, à moins, à moins, à moins

DOCUMENTS

- **DANS LE SILENCE SÉPULCRAL DE LA PRESSE : LES MACHINES A VOTER**

En 2002 le 2^o tour s'est joué à moins de 200 000 voix.

En 2007 un à deux millions d'électeurs français d'une cinquantaine de villes devront utiliser des machines à voter électroniques lors de l'élection présidentielle. (Issy-les-Moulineaux, Saint-Malo, Meylan, Noisy-le-Sec, Le Mans, Brest, le Havre, Bourges...)

De nombreux incidents, mettant en cause au moins deux des trois machines homologuées en France, ont déjà eu lieu dans la dizaine de pays qui procèdent largement au vote électronique. Ainsi lors des élections municipales de Montréal au Québec, en novembre 2005, près de 45.000 votes ont été enregistrés par erreur à deux reprises et de nombreux problèmes de transmission des résultats par voie électronique sont survenus après la fermeture des bureaux de vote.

Début octobre, la fondation néerlandaise "Nous ne faisons pas confiance aux machines à voter" a publié un rapport qui détaille comment des personnes peuvent prendre, avant les élections, le contrôle à distance d'une machine à voter de Nepad. et modifier le résultat du scrutin. Une machine agréée en France et qui équipe 90 des bureaux de vote aux Pays-Bas. «Compromettre le système nécessite seulement de remplacer un simple composant de la taille d'un timbre poste et s'avère impossible à détecter», écrivent les auteurs.

Aux États-Unis, trois chercheurs de l'université de Princeton ont publié mi-septembre un autre rapport dans lequel ils expliquent comment ils sont parvenus à truquer les résultats d'une machine à voter Diebold, le numéro un du marché américain. «Le système requiert une confiance aveugle, car il produit un résultat officiel d'élection qui ne peut pas être vérifié indépendamment», expliquent-ils.

Signé : PBC

LE ROLE DES SYNDICATS

Eric MAINARDI

Bonjour M. DE PONCINS ,

Tout d'abord merci de vos intéressants et ironiques billets d'humeur.

Je m'étonne de l'importance accordée dans les média aux partis communistes, trotskystes et révolutionnaires...Le PCF par exemple, qui est crédité de moins de 2%, c'est à dire bien moins que Chasse, Pêche, Nature et Cie, et qui occupe la scène avec l'appui condescendant des journalisteux.

Mais je m'étonne encore plus qu'aucun candidat, sauf erreur de ma part, n'ose aborder dans un débat le problème du rôle maléfique des syndicats, en particulier la CGT, qui est à mes yeux une des causes principales de l'impossibilité de gérer la France avec pragmatisme. Il est vrai que CHIRAC a eu l'intelligence vertigineuse de les qualifier de "forces vives de la Nation" ce qui sous-entend clairement que ce ne sont pas les entreprises qui font bouillir la marmite.

Il suffit de voir les crises convulsives récurrentes à la SNCF et la RATP, et aujourd'hui au port autonome de Marseille...

Cordialement,

Eric MAINARDI

emainardi@free.fr

A PROPOS DE L'ETRANGLEMENT SILENCIEUX

Michel,

Vous avez raison et de toute façon la plupart des individus sont victimes de l'illusion du choix : voir extrait ci dessous

L'illusion du choix

Pour se représenter à quel point la démocratie sociale confisque aux citoyens leur liberté du choix, il faut imaginer, à l'inverse d'une propagande lancinante, un consommateur réduit au statut de simple citoyen, il faut imaginer un supermarché qui, au lieu de respecter les Droits de ses clients, comme le fait normalement un supermarché, déciderait brusquement de leur imposer les règles de décision de la démocratie sociale :

— au lieu de pouvoir choisir les boîtes de petits pois et les vis de cinq, et les lasagnes, et les trottinettes, et les bandes dessinées, comme ils le souhaitent dans les rayons, quand ils le veulent et où ils le veulent, et aussi souvent qu'ils le souhaitent, ils n'auraient que le choix de voter tous les deux ou trois ans, leur vote étant noyé entre des milliers, voire des millions d'autres votes, entre deux types de caddies contenant un assortiment qu'ils n'auraient absolument pas choisis, et dont la composition, choisie par d'autres, serait en fait presque identique pour des raisons de concurrence électorale .

— Au lieu de pouvoir décider combien ils dépensent, et pour acheter quoi, et de ne rien payer s'ils n'ont rien trouvé qui leur plaise, on les forcerait à livrer la moitié de leur revenu, "en échange" des fournitures plus ou moins régulières de cet assortiment décidé par d'autres, et qui contiendrait non seulement toutes sortes de choses qu'ils n'ont pas demandées, et qu'ils n'auraient jamais accepté de payer s'ils en avaient eu le choix, mais des produits qui leur répugnent, qu'ils jugent injustifiable de produire, voire dont ils combattent la production, ou la combattraient si cette confiscation leur en laissait les moyens.

— En outre, disposant ainsi contre leur gré de la moitié du revenu des "clients", les dirigeants du supermarché entreprendraient de distribuer aux uns aux dépens des autres, prenant davantage à des groupes politiquement faibles et distribuant à leurs dépens des cadeaux à toutes sortes de groupes politiquement puissants ; et de draper ce pillage, cette exploitation des faibles par les puissants, derrière de grands mots tels que "solidarité" et "justice sociale"

— Bien entendu, pour éviter que ses "clients" les plus opprimés ne cherchent à se soustraire à l'arbitraire esclavagiste de son pouvoir, la direction du supermarché ferait en sorte que tous les autres supermarchés soient soumis à la même règle, au nom de l'"harmonisation", pour éviter une "concurrence destructrice", censée porter atteinte à ses "valeurs supermarchandes", tellement préférables aux méprisables "valeurs marchandes" de l'ancien système, qu'elle vilipenderait sans cesse dans sa propagande.

— Car, bien entendu, la propagande serait incessante en faveur du nouveau système, permise par l'exploitation même des faibles par les puissants que celui-ci aurait institué : la direction du supermarché emploierait une grande partie du revenu pris par la force à ses "clients" pour vilipender l'ancienne liberté du choix, et pour réprimer

l'opposition avec son argent même, calomniant les groupes qu'elle opprime et exaltant les groupes qu'elle privilégie.

Pour assurer l'omniprésence de cette Diffamation Officielle au service de son système de castes, elle priverait dans la pratique ses "clients" des moyens de choisir l'école de leur enfants, les forçant dans les faits à les enrôler dans des écoles sous son contrôle ; de même, elle flatterait et subventionnerait les journalistes pour qu'ils exaltent la "citoyenneté" supermarchande.

Elle insinuerait que les clients qu'elle opprime sont des "extrémistes", leur reprochant de vouloir réduire les "citoyens" au statut, présenté comme insupportable, de vulgaires "consommateurs".

"Consommateurs", c'est-à-dire de nouveau libres de choisir dans les rayons leur petits pois et leurs vis de cinq, et leurs lasagnes, et leurs trottinettes, et leurs bandes dessinées, quand ils veulent et comme ils veulent, et de ne rien acheter si c'est cela qu'ils ont décidé — bref, de décider de leur existence comme bon leur semble et comme ils en ont le Droit.

C'est ainsi que la démocratie sociale en use vis-à-vis de ses "citoyens" ; et cependant, ne faut-il pas se livrer à cette comparaison imaginaire pour comprendre à quel point cette prétendue "démocratie" n'est là que pour confisquer au citoyen le Droit de décider des affaires qui sont les siennes ? Pour se représenter tous les Droits qu'elle lui a confisqués, l'oppression et l'exploitation auxquelles elle se livre vis-à-vis de certains groupes et enfin, pour mesurer à quel point elle est hostile au Droit de mettre ses actes au bout de ses idées ?

C'est un fait qu'une telle expérience mentale est nécessaire pour mesurer quelle formidable régression de la démocratie réelle représente la "démocratie sociale", et ce fait illustre l'illusion du choix que la progression rampante des pouvoirs de l'État réussit à maintenir dès lors que nous avons perdu l'habitude de comparer le peu d'options qui nous restent à la liberté naturelle qui devrait demeurer notre référence.

N'est-ce pas que la démocratie sociale fait constamment mine de nous demander notre avis, et ne voit-on pas sans arrêt des gens donner leur opinion sur tout ? Qu'est-ce donc qui rend ce simulacre si convaincant, quelle est la technique qui entretient chez nous l'illusion du choix, alors qu'en fait on nous l'a confisqué et qu'on nous le confisque de plus en plus ? Un aspect essentiel de cette forme d'illusion fiscale qu'est l'illusion du choix est qu'on passe son temps à nous demander quel est notre choix, dans ces conditions où nous n'avons en réalité aucun pouvoir réel de choisir : ou, pour dire les choses autrement, on fait mine d'offrir des alternatives aux citoyens dans des conditions où le choix réel qui leur est laissé ne porte pas sur la question posée.

CECI EST UN EXTRAIT NON DEFINITIF QUE JE VAIS DEVELOPPER DANS MA THESE

A bientôt et courage

**Pascal DRAY
06 80 80 88 44**

cle@tele2.fr
